

CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (Cnam)

50, avenue du Professeur André LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Objet de la consultation :

**PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEILS JURIDIQUES EN MATIERE DE
DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE POUR LA CNAM**

Procédure : 2182.ACM.3092

Date et heure limites de remise des plis : 27/05/2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	<u>33</u>
ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	<u>34</u>
ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	<u>44</u>
ARTICLE 4. DOSSIER REMIS PAR LE CANDIDAT	<u>45</u>
ARTICLE 5. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	<u>66</u>
ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	<u>78</u>
ARTICLE 7. NEGOCIATIONS.....	<u>89</u>
ARTICLE 8. INSTANCES ET VOIES DE RECOURS	<u>89</u>
ANNEXE 1 : MEMOIRE TECHNIQUE – CADRE DE REPONSE	

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance et de conseils juridiques en matière de droit de la propriété intellectuelle, en lien avec les activités de la Cnam.

La description technique détaillée des fournitures et prestations attendues figure au sein du cahier des clauses particulières (CCP).

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens [CPV] est :

CPV principal	79100000-5	Services juridiques
CPV principal	79110000-8	Services de conseil et de représentation juridiques

1.2 Procédure de passation

Le présent accord-cadre est un marché de services juridiques soumis aux dispositions de l'article R.2123-1 au 3° du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, passé en procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin.

1.3 Décomposition

Compte-tenu du caractère homogène des services objet de la présente consultation, la consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique. Les prestations donnent lieu à un lot unique.

1.4 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande avec la fixation d'un montant minimum et d'un montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre, définis tels que :

Droit de la propriété intellectuelle	Montant minimum	Montant maximum	Nombre de Titulaires
	60 000 € TTC	120 000 € TTC	2

ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois, à compter de la date limite de remise des offres indiquée dans le présent règlement de la consultation.

2.2 Variantes

La proposition d'offre variante n'est pas autorisée.

2.3 Documents constituant le dossier de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) ;
- Le cadre de réponse.

2.4 Modification au dossier de consultation des entreprises (DCE)

Jusqu'au dixième jour franc précédant la date limite de réception des offres figurant à l'article 6.1 du présent document, les candidats peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre par le biais de la plateforme de dématérialisation.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Il est précisé que le candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du DCE. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces, ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an, reconductible tacitement trois (3) fois, par période d'un (1) an, sous réserve que la Cnam n'ait pas expressément renoncé à la reconduction trois (3) mois avant sa date d'échéance.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et les titulaires ne peuvent y renoncer.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de notification est fixée au 01/08/2025.

3.2 Délais d'exécution

La durée des bons de commande émis par la Cnam et notifiés aux Titulaires est fixée en fonction des urgences, du contexte, de la nature et de la complexité du dossier confié.

Les prestations débutent à compter de la date d'envoi des bons de commandes aux Titulaires ou de la date mentionnée sur les bons de commande (si elle est postérieure).

Toute prestation de services juridiques, commandée avant le terme de l'accord-cadre, sera réalisée jusqu'à son achèvement complet, sauf décision contraire de la Cnam.

ARTICLE 4. DOSSIER REMIS PAR LE CANDIDAT

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Chaque candidat devra produire un dossier complet, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre.

4.1 Pièces justificatives à joindre au titre de la candidature

Le candidat doit impérativement adresser un dossier de candidature comprenant les documents et renseignements suivants :

1. La Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants : formulaire DC 1 ou équivalent ;

2. La Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : formulaire DC2 ou équivalent ;
A ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).
3. **L'attestation d'inscription** à l'ordre des avocats ;
4. Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie des jugements ;
5. Le candidat fournit également un dossier de présentation comprenant, si ces informations ne figurent pas déjà dans les formulaires DC1, DC2 ou équivalents visés aux points 1 et 2 ci-dessus :
 - Une déclaration indiquant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion mentionnés par les articles L2141-1 à L2141-5, et L2141-7 à L2141-10, du code de la commande publique ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global et dans la mesure du possible, le chiffre d'affaires relatif aux prestations similaires, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du cabinet et le nombre de personnes disposant de la qualité d'avocat pour chacune des trois dernières années ;
 - La description du matériel et des équipements dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature ;
 - Dans le respect du secret professionnel, **une liste de références** thématiques similaires est présentée, en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, ou tout autre document permettant de démontrer la compétence du candidat pour l'exécution des prestations, objet de la consultation.

En l'absence de référence (en particulier dans le cas d'entreprise nouvelle), le candidat devra fournir tout autre document permettant de juger des capacités professionnelles.

 - *Les personnes physiques qui signent les documents de la candidature et de l'offre doivent impérativement avoir la capacité juridique d'engager l'opérateur économique et/ou le groupement d'opérateurs économiques en cas de groupement. A ce titre, les personnes signataires doivent apporter la preuve de leur habilitation à signer la candidature et l'offre de l'opérateur économique ou du groupement, en fournissant dans le dossier les documents justificatifs nécessaires (Extrait K-bis, pouvoir ou délégation de signature, mandat donné les opérateurs économiques membre du groupement, etc.).*

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit produire un dossier de présentation complet.

La candidature mentionne si le soumissionnaire se présente seul ou en groupement. Si le candidat se présente groupement, la fiche de candidature mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire uniquement s'il a été habilité par les membres du groupement.

4.2 Présentation et contenu de l'offre

Le candidat désigne, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise.

Le candidat doit communiquer les coordonnées (nom, adresse, courriel, numéros de téléphone) du chargé d'affaires dédié à la Cnam dans le cadre de la présente consultation.

Le candidat doit fournir les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière complétés ;
2. Le mémoire technique respectant le cadre de réponse ;
3. Le cas échéant, la demande d'acceptation de sous-traitant (s) et d'agrément des conditions de paiement (formulaire DC4) ;
4. Tout autre document jugé utile par le candidat pour étayer son offre.

La Cnam n'exige pas la signature des candidatures et des offres. Celles-ci peuvent donc être déposées sans signature. Chaque acte d'engagement sera signé par les attributaires.

ARTICLE 5. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence et reportée sur la première page du présent document.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. **Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.**

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur. Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier comprenant l'intégralité des documents exigés. Le dépôt des dossiers donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le soumissionnaire doit permettre à la Cnam d'ouvrir les pièces sans le concours de celui-ci, c'est à dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.

Les offres des attributaires seront re-matérialisées (transformer son offre électronique en offre papier) après l'ouverture des plis, afin de permettre à la Cnam de signer ce dossier. Excepté le cas de la copie de sauvegarde, l'envoi ou le dépôt de l'offre sur support papier ou sur support physique électronique n'est pas autorisé.

La Cnam ne pourra être tenue pour responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

L'identification des opérateurs économiques n'est plus obligatoire pour télécharger le dossier de consultation des entreprises.

Il est rappelé aux opérateurs économiques que s'ils ne s'identifient pas, ils ne pourront pas être alertés des éventuelles modifications apportées au dossier de consultation et autres questions/réponses relatives à la procédure.

Contrôle de virus

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement à l'antivirus.

En cas de dépôt d'une offre dans lequel un virus informatique est détecté par la Cnam, celui-ci ne sera pas ouvert. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et entraîne l'irrecevabilité de la candidature et de l'offre, sauf le cas où une copie de sauvegarde a été transmise dans les délais et peut être utilisée en substitution.

En cas d'irrecevabilité de la candidature et de l'offre le candidat en est informé dans les conditions précisées aux articles R2181-1, -3 et -4 du Code de la commande publique.

Copie de sauvegarde

Afin de parer aux éventuelles difficultés techniques de tous ordres qui seraient susceptibles d'altérer ou retarder cette transmission électronique, notamment en cas de volume très important des dossiers à transmettre, la personne publique autorise le candidat à doubler cet envoi par l'envoi d'une « copie de sauvegarde ».

Cette copie de sauvegarde reproduit l'intégralité du dossier original adressé à la personne publique. Elle peut être transmise sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, CLE USB...) ou sur support papier. Elle est adressée à l'adresse suivante, parallèlement à l'envoi dématérialisé du dossier, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

<p style="text-align: center;">CNAM- SG/DDA Mme Sybil CLAIRE - Bureau M1 242 50, Avenue du Professeur André LEMIERRE 75986 PARIS CEDEX 20 « NE PAS OUVRIR PAR LE COURRIER GENERAL » « Prestations d'assistance et de conseils juridiques en matière de droit de la propriété intellectuelle » Consultation n°2182.ACM.3092 <u>« Copie de sauvegarde »</u></p>
--

Il est à noter que la « copie de sauvegarde » doit être remise ou parvenir à destination à l'adresse indiquée ci-dessus avant la date et heure limites mentionnées en première page du présent document.

La copie de sauvegarde peut-être :

- Soit remise contre récépissé à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux horaires de l'accueil du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00,
- Soit envoyée par la poste par pli recommandé avec accusé de réception également à l'adresse indiquée ci-dessus.

ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Examen des candidatures

L'évaluation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Après examen des candidatures d'après ces éléments, seront éliminés les candidats dont les garanties sont insuffisantes au regard des critères visés ci-dessous :

- **Capacités techniques et professionnelles**, appréciées notamment sur la base :
 - **des références des candidats pour des prestations similaires** : *Pas de niveau minimal requis.*
 - **des moyens humains et techniques** des candidats : *Pas de niveau minimal requis.*
- **Capacités économiques et financières**, appréciées à travers les chiffres d'affaires sur les trois dernières années : *Pas de niveau minimal requis.*

6.2 Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du Code de la commande publique. Conformément à l'article L.2152-1 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, la Cnam peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

La Cnam choisit l'offre qu'elle juge la plus intéressante, en tenant compte des critères de jugement des offres suivants et par application des pondérations correspondantes.

6.3 Critères de jugement des offres

Les offres économiquement les plus avantageuses seront déterminées au regard des critères et sous-critères pondérés suivants :

Critères de choix	Points
Critère 1. Valeur technique de l'offre analysée au regard des sous critères suivants (cf cadre de réponse au mémoire technique en annexe du présent RC)	60
<i>Sous-critère 1 : Pertinence, qualité et niveau d'expertise de l'équipe dédiée</i>	20
<i>Sous-critère 2 : Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations permettant rigueur du conseil prodigué, disponibilité, réactivité et respect des délais</i>	20
<i>Sous-critère 3 : Pertinence et qualité des actes fournis en rapport avec le périmètre de la procédure</i>	20
Critère 2. Prix analysé sur la base d'une simulation de commande de prestations traitées à valeur unitaire	30
Critère 3. Mesures de réduction de l'empreinte environnementales prises dans le cadre de l'exécution des prestations	10

Dans l'éventualité où à l'issue de l'analyse de son offre un candidat aurait une note inférieure ou égale à la moyenne sur le critère 1 (soit une note inférieure ou égale à 30 / 60), l'offre sera éliminée.

Les offres feront l'objet d'une analyse comparative au regard du critère 1 sur la base du mémoire technique et d'une simulation de commandes pour le critère 2 relatif au prix de l'offre.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement d'une entreprise candidate, celles-ci seront confirmées suite à une demande de régularisation.

Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier son annexe financière ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

ARTICLE 7. NEGOCIATIONS

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, à l'issue de l'analyse des candidatures et des offres, la Cnam se réserve la possibilité d'engager des négociations avec, au maximum, les 3 candidats qui auront communiqué les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères de jugement des offres mentionnés au présent document.

Les négociations pourront porter sur la teneur technique et/ou financière de l'offre.

ARTICLE 8. INSTANCES ET VOIES DE RECOURS

10.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy

75004 PARIS

Tél. : 01 44 59 44 00 - Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

10.2 Introduction des recours

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Caisse nationale de l'Assurance Maladie (Cnam) - DBCSA

50, av du Professeur André Lemierre

75 986 Paris Cedex 20 - Adresse électronique : dbcsa.cnam@assurance-maladie.fr

Les sociétés peuvent également obtenir des informations concernant l'introduction des recours auprès du greffe dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Annexe 1 : Cadre de réponse pour le mémoire technique

Le mémoire technique doit répondre au cadre de réponse précisé ci-dessous dans l'ordre des items,.

Critères		Sous critères	Poids
60 %	Valeur Technique	1) Pertinence, qualité et niveau d'expertise de l'équipe dédiée appréciée notamment sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Description de l'équipe dédiée assortie des CV des intervenants pressentis (à joindre), • Présentation des compétences mobilisées, pertinence des expériences, domaines d'intervention et activités complémentaires, • Présentation de la personne affectée à la coordination des prestations (CV, fonction exercée, niveau d'études et expérience). 	20%
		2) Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations permettant rigueur du conseil prodigué, disponibilité, réactivité et respect des délais, appréciée notamment sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Modalités de prise en charge des dossiers, modalités de remplacement en cas d'indisponibilité ou d'absence, • Réactivité du candidat pour le traitement et la prise en charge des demandes de la Cnam, • Modalités de reporting appréciées sur la base de la fréquence, le contenu et les récapitulatifs de toutes les saisines, • Description des moyens techniques mis en œuvre au travers des outils de recherche et fonds documentaires (ouvrages, abonnements, bases de données juridiques, veille juridique, sites internet, lettres d'actualité, etc...), • Modalités de validation des livrables. 	20%
		3) Pertinence, qualité et contenu des actes fournis (notes, synthèses juridiques ...) en rapport avec le périmètre de la procédure , appréciées sur la base de la présentation de livrables anonymisés.	20%